

BANGLADESH

**L'impunité encourage les meurtres de
défenseurs des droits humains**

Index AI : ASA 13/006/2005

ÉFAI

Embargo : mardi 23 août 2005 (00 h 01 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'incapacité des gouvernements successifs du Bangladesh à mettre fin aux assassinats de personnes œuvrant à la promotion des droits humains dans le pays a favorisé l'augmentation du nombre de ces assassinats dans un climat d'impunité totale, révèle Amnesty International dans un rapport rendu public ce mardi 23 août.

Le rapport, intitulé en anglais [Bangladesh : Human rights defenders under attack](#) (index AI : ASA 13/004/2005), met en évidence les arrestations arbitraires, actes de torture et poursuites injustifiées engagées par des agents du gouvernement contre ceux qui osent s'élever contre les atteintes aux droits humains perpétrées dans leur pays. Ces personnes font régulièrement l'objet de menaces de mort, d'agressions physiques et parfois d'assassinat. Les auteurs de ces actes sont des personnes ou des groupes habituellement liés à des bandes de criminels armés, des partis politiques ou des groupes de mercenaires en lien, pense-t-on, avec des politiciens locaux.

« *L'inaction du gouvernement a conduit à ce climat d'impunité, dans lequel le harcèlement physique, la torture et l'assassinat passent inaperçus et ne font l'objet d'aucune interrogation*, a déclaré Madhu Malhotra, directeur de programme adjoint d'Amnesty International.

« *Seules les autorités peuvent contenir les abus commis par leurs agents, sous leur contrôle et faire diminuer ceux perpétrés par des groupes armés.* »

Les défenseurs des droits humains tout comme les personnes qui critiquent les autorités sont souvent arrêtés, torturés et maltraités pendant leur détention, puis inculpés de toute une série d'infractions apparemment non étayées. Parmi les personnes arrêtées, on trouve des journalistes, des écrivains, des universitaires, des membres du personnel d'organisations non gouvernementales et des avocats.

Au moins huit personnes qui s'étaient élevées contre les atteintes aux droits humains au Bangladesh ont été assassinées depuis 2000

par des assaillants qui seraient liés à des bandes de criminels armés ou aux factions armées de partis politiques. De très nombreuses autres personnes ont été grièvement blessées, parfois de façon permanente et ont désormais besoin d'une aide médicale constante. Plusieurs journalistes ont eu les doigts ou les mains délibérément abîmés pour les empêcher de tenir un crayon.

L'omniprésence de bandes de criminels armés a permis à une culture de la violence et des armes à feu de se développer. Ces groupes armés sont soit des groupes « *étudiants* » affiliés aux principaux partis politiques soit des groupes se proclamant partis maoïstes qui seraient liés à certains hommes politiques. Les personnes s'élevant contre des partis politiques ou contre certains hommes politiques risquent de perdre la vie aux mains d'un de ces groupes.

« *Les autorités doivent faire adopter des mesures spécifiques visant à protéger les personnes qui osent dénoncer les atteintes aux droits humains dans le pays. I est de leur responsabilité de traduire en justice tous les auteurs présumés de ces actes, qu'il s'agisse d'agents de l'Etat ou de membres de groupes armés* », a déclaré Madhu Malhotra.

Amnesty International appelle les autorités du Bangladesh à appliquer les garanties protégeant les défenseurs des droits humains des arrestations arbitraires et de la torture et à veiller à ce qu'une enquête rigoureuse soit menée chaque fois que des menaces de mort ou agressions de personnes dénonçant les atteintes aux droits de l'homme dans le pays sont signalées. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>